

LE PLAN DE CONSTANTINE

par

M. RUNGIS

- une demi-réussite économique
- un échec politique

LANCÉ en octobre 1958, sous forme d'un discours-programme — « C'est grand, c'est généreux, la France » — le plan de Constantine a maintenant dix-huit mois. Où en est son application et quels résultats économiques et politiques a-t-il donnés ?

Il est difficile de se prononcer en peu de mots sur un programme aussi vaste — il englobe toute l'économie d'un territoire plus peuplé que l'ensemble de la région parisienne — et aussi ambitieux — il vise à doubler en huit ou neuf ans seulement le revenu de l'Algérie. Mais on peut schématiquement formuler l'avis suivant : au bout de dix-huit mois d'expérience, le plan de Constantine a peu de chances d'être intégralement réalisé ; il n'en constitue pas moins une demi-réussite économique, alors que politiquement il semble un échec à peu près total.

LA réussite économique et sociale du plan est assez souvent mise en relief par les pouvoirs publics pour qu'il soit peu nécessaire d'y insister. Elle est

pourtant incontestable. Quelques chiffres le démontrent.

Sur le plan scolaire, d'abord. Alors qu'il avait fallu plusieurs décades pour envoyer à l'école primaire moins de 500.000 enfants, 280.000 gosses supplémentaires ont été scolarisés en deux années seulement, le pourcentage d'augmentation atteignant même 80 % pour les enfants musulmans. De même la population des lycées s'est accrue d'un cinquième en deux ans et le nombre de musulmans y a augmenté de plus de moitié.

Si l'on considère maintenant le secteur de la construction, on constate que le nombre des logements mis en chantier chaque année est passé de quelque 25.000 à 42.000 et atteint en 1960, selon l'Administration, 48.000. Plus rapide dans le bled que dans les villes, le démarrage du bâtiment a permis d'employer plusieurs milliers de chômeurs.

L'industrialisation, elle aussi, s'accélère. Alors que de 1947 à 1958, 142 entreprises seulement s'étaient installées en Algérie, y créant quelque 10.000 emplois, 104 firmes métropolitaines ont en 18 mois manifesté leur intention d'y construire une usine et 154 entreprises algériennes ont demandé

l'aide des pouvoirs publics pour créer de nouveaux ateliers ou étendre leur établissement.

Enfin, sur le plan agricole, de nombreux centres de formation se sont ouverts, qui forment dès à présent les moniteurs dont ont besoin les douars pour améliorer leurs techniques ancestrales et s'ouvrir au progrès agricole (engrais, irrigation, mécanisation...) Plus au sud encore, le pétrole d'Hassi Messaoud coule en pipe vers Bougie, et les travaux de pose du feeder qui amènera le gaz naturel d'Hassi R'Mel vers Oran et Alger ont commencé.

Un plan mal orienté...

Comment dès lors affirmer que le plan de Constantine ne constitue qu'un demi-succès économique? Ce n'est ni mépris des résultats obtenus, ni ignorance des efforts déployés. Mais plusieurs raisons précises obligent à plus de lucidité que n'en témoignent les laudateurs gaullistes.

On peut, pour simplifier, réunir ces raisons en deux groupes : celles qui tiennent à la mauvaise orientation économique du plan de Constantine, ensuite celles qui tiennent à sa non-application. Commençons par les premières.

Dans un pays où 60 % des habitants ne disposent que d'un revenu de 30.000 fr. par an — oui, vous avez bien lu, il ne s'agit pas de nouveaux francs, ni d'un revenu mensuel — et où 25 % d'autres n'ont qu'un revenu de 100.000 fr. par an (soit 8.000 fr. par mois) (1), l'effort essentiel doit être axé sur l'élévation des ressources de la population du bled. Donner à manger aux fellahs qui ont faim, de la terre à ceux qui n'ont rien — ou presque rien — à cultiver, de l'eau aux champs que brûle le soleil, des engins aratoires pour cultiver en profondeur des sols épuisés superficiellement, des engrais pour fertiliser les terres pauvres, des usines pour transformer sur place les produits peu utilisables en l'état...

Telle devrait être l'orientation principale du plan. Ses auteurs en ont bien conscience puisque plusieurs Chapitres du programme quinquennal développent ce point. Mais force est de constater qu'en dépit des

grandes proclamations sur la priorité donnée au bled, l'ensemble des crédits prévus pour l'agriculture, les travaux hydrauliques, la conservation des sols (lutte contre l'érosion et le vent), l'entretien des forêts... ne représentent qu'un dixième à peine des investissements prévus cette année dans le cas du plan (30 milliards sur 269). On a peine à croire qu'il soit impossible — ou inutile — de faire plus.

De même, alors que les quatre cinquièmes de la population algérienne ne mangent pas à leur faim et présentent, de ce fait, une moindre résistance à la maladie, le plan ne prévoit d'accroître les productions alimentaires que de 27 % en cinq ans : 30 % pour l'élevage et 25 % pour les productions végétales. De telle sorte que l'Algérie devra encore importer, au terme du plan, une importante partie des aliments qu'elle consomme.

Ce paradoxe serait moins affligeant si le plan ne confirmait pas qu'en 1964 les 1.700.000 personnes employées à l'agriculture ne travailleront encore qu'un jour sur trois (120 jours par an, contre 100 actuellement) et que 20.000 emplois nouveaux seulement auront été créés dans l'agriculture en 5 ans. Il est clair dans ces conditions que le niveau de vie de la population du bled aura peu monté dans cinq ans. Surtout si l'on tient compte de l'accroissement de population dû aux progrès de la médecine.

Le plan parle d'une amélioration du revenu de 6 % en moyenne par tête et par an pour l'ensemble de l'Algérie, taux qui serait légèrement dépassé pour la population du bled (7 % environ). Au bout de 5 ans, cela fait environ 40 % d'accroissement des ressources; c'est dire que le fellah moyen aura dans 5 ans — et si le plan est réalisé — un revenu de... 3.500 fr par mois, au lieu de 2.500 fr. actuellement. Une vraie fortune!

... et trop favorable aux populations de la côte

Bien sûr, faute de pouvoir y parvenir rapidement par un aménagement direct de

la production, une répartition plus égalitaire des ressources de l'Algérie serait possible grâce à une transformation de la fiscalité. Le rapport général sur le plan de Constantine nous apprend qu'en Algérie, 1.500.000 personnes ont actuellement un revenu de 250.000 fr. par an (revenu moyen des Français vers 1952).

Il serait techniquement possible de prélever sur ces habitants de quoi aider les autres à avoir moins faim : une taxe de 10 % sur cette catégorie, par exemple, permettrait de relever du cinquième le misérable niveau de vie des 6 millions de fellahs les plus pauvres. Mais ce serait évidemment un choix politique important très mal vu des Européens d'Algérie, qui n'ont jamais imaginé une telle « fraternisation fiscale » avec les musulmans. On sait au contraire que la fiscalité appliquée à l'Algérie est plus légère que celle en vigueur en France (17 % du produit national contre 20 % en France). Le plan de Constantine ne prévoit en tout cas rien qui rappelle une telle répartition des richesses.

Bien au contraire, les capitaux publics auxquels il fait appel sont surtout ceux de la métropole. Le principe — énoncé dans les discours gouvernementaux — est celui de la double moitié dans le financement du plan : 1/2 capitaux publics, 1/2 capitaux privés ; 1/2 fonds métropolitains, 1/2 fonds algériens. En y regardant de plus près, on s'aperçoit que ces proportions sont largement fantaisistes.

Cette année, par exemple, la ventilation du financement des 269 milliards d'investissements prévus est la suivante (en milliards) :

	Originaires de métropole	Originaires d'Algérie	Total	En %
Fonds publics	111,6	40,7	152,3	56 %
Fonds para-publics	18,7	18	36,7	13 %
Total (publics et para-publics)	129,3	58,7	187	69 %
Fonds privés	21	81,5	102,5	31 %
Total	149,3	140,2	289,5	100 %
En %	55 %	45 %		

Comme on le voit, les fonds publics et para-publics (organismes de crédit nationalisés) représentent plus des 2/3 (69 %) du total, et la part de la métropole sensiblement plus que la moitié (55 %). Même en tablant — comme le fait le plan — sur 50 milliards d'auto-financement

(non compris dans les tableaux officiels parce que difficiles à recenser), la part des fonds publics et para-publics excède encore largement la moitié du total (187 sur 319).

A eux seuls les fonds publics et para-publics originaires de métropole représentent la moitié des investissements recensés (128 sur 269). Le sens de ce financement est donc clair : c'est aux contribuables métropolitains, et plus spécialement aux familles populaires, qui constituent la grande masse des contribuables soumis à l'imposition directe, que De Gaulle et Debré demandent de payer l'essor de l'Algérie.

La critique à formuler sur l'application géographique que des efforts prévus par le plan va dans le même sens. Non seulement on ne demande pas un gros effort fiscal à la population la plus fortunée du territoire algérien, celle qui vit dans la bande côtière relativement prospère, mais encore les perspectives d'industrialisation du plan vont la favoriser.

Quatre « zones d'élection » ont été choisies par le gouvernement pour développer l'industrie algérienne : Bône, où une usine sidérurgique attirera, espère-t-on, la métallurgie; Alger, Oran (où sera installée une fabrique d'aluminium) et Arzew, port situé à 60 kilomètres à l'est d'Oran (on y plantera des usines chimiques). Par la suite, d'autres pôles industriels seront développés, dans la grande banlieue d'Alger, Oran, Constantine, Bône, Arzew... Enfin, nous apprend le plan, des « zones décentralisées » seront aménagées ; où cela? Encore sur la côte : Beni-Saf (port de Tlemcen) et Bougie, autre port, entre Alger et Bône. Seule la zone de Tizi-Ouzou fera exception ; encore est-elle très proche (20 kilomètres à vol d'oiseau) du littoral.

Aussi est-il clair, en dépit des velléités de décentralisation industrielle, que c'est la même bande côtière, qui s'est déjà le plus développée depuis un siècle, au bénéfice de la population européenne, qui connaîtra l'expansion la plus marquée. Près de deux millions d'habitants nouveaux y accourront dans les dix prochaines années. Sur le plan social comme sur le plan politique, une telle perspective est hautement signifi-

cative : elle prépare la solution du repli annoncée par le général De Gaulle, la « partition » de l'Algérie, les Européens conservant — dans l'esprit « généreux » du général — la partie côtière industrialisée et urbanisée dans le cadre du plan de Constantine.

Du retard

A ces critiques sur l'orientation même du plan, il faut ajouter en second lieu une série de remarques sur son exécution. Car, nous le disions plus haut, il est peu probable que le plan de Constantine soit intégralement réalisé. Quelques exemples le prouvent.

Dans l'industrie de transformation, par exemple, qui doit fournir le quart des emplois nouveaux prévus par le plan, on est déjà loin de compte. 260 entreprises ont bien obtenu des pouvoirs publics « l'agrément. » qui donne droit au pactole budgétaire; mais leurs projets d'investissements ne sont pas pour autant réalisés. Sur ce total, un cinquième seulement ont largement avancé leurs travaux; 40 % n'ont fait que les commencer, 40 autres pour cent n'en étant encore qu'aux formalités préalables.

Aussi, dix-huit mois après le démarrage du plan, alors que quelque 30.000 emplois devraient déjà avoir été créés dans ce secteur, les emplois effectivement créés n'excèdent guère quelques milliers (aucun chiffre officiel n'est évidemment donné sur ce point précis). Certes Renault, Michelin, Lorraine-Escaut, Sambre-et-Meuse et quelques firmes américaines ou allemandes se sont déjà installées en Algérie ou s'apprêtent à le faire. Mais ces arbres ne sauraient être confondus avec la forêt promise et l'on peut encore ajouter que 52 % des projets agréés sont simplement des extensions d'usines algériennes. On est donc, dans ce secteur loin de compte.

De même, pour l'industrie lourde : la fameuse aciérie de Bône — « sans laquelle les Algériens croiraient que nous n'avons pas confiance en nous », disait, il y a un an, M. Delouvrier — n'a toujours pas vu le jour ; non seulement elle n'est pas en chantier, mais elle n'existe même pas à l'état de plans, les sidérurgistes continuant à se faire

tirer l'oreille pour la construire. La raffinerie d'Hussein Dey n'est pas non plus en chantier, non plus que le complexe pétro-chimique d'Arzew.

Sans le "concours actif de la population "

La construction va mieux et semble à peu près dans l'épure du plan. Mais il paraît certain qu'elle ne fournira pas tous les emplois attendus d'elle. Si, comme prévu, le rythme de construction passe de 25.000 à 90.000, l'augmentation de la cadence (de 65.000 par an) procurera du travail à moins de 100.000 ouvriers par an, dont, d'ailleurs, un bon nombre seront les paysans locaux, ayant donné la main aux travaux.

Ceux-ci, — au demeurant très sommaires — pour les trois quarts des « logements », il s'agit de simples gourbis carrés, ne coûtant pas plus de 600.000 francs pièce en moyenne — emploieront peut-être même beaucoup moins de main-d'œuvre que prévu. Enfin, sur le plan social, les quelque 300.000 logements neufs construits ne représenteront un gain net que de 150.000 logements seulement, puisque le reste sera nécessaire pour reloger le million de personnes « regroupées » dans les camps.

Troisième secteur essentiel : l'agriculture. Dans ce domaine plus que dans les autres, la guerre compromet l'exécution du plan. D'abord en empêchant un certain nombre de travaux hydrauliques ; ensuite en détournant la population du rôle actif qu'elle seule peut jouer dans la mise en valeur du sol. L'effet des trois grands barrages prévus dans les régions d'Alger, de Bône et d'Oran ne se fera sentir qu'à la fin du plan. D'ici-là, ce sont les « petits travaux » qui seront les plus utiles : captation d'eaux souterraines, lacs des collines... Or cela « exige un concours actif de la population », rappelle le plan, concours que la guerre compromet de bien des façons. De même la mise en culture des 250.000 hectares rachetés par l'Etat pour être loués (ou vendus) à des fellahs — pompeusement baptisée « réforme agraire » — est présentement bloquée par l'absence

de candidats, le F.L.N. ayant fait connaître son hostilité à l'opération.

Ainsi, dans cet autre secteur capital, le plan risque de ne pouvoir être exécuté. Au total il est évident que les objectifs de création d'emploi du plan de Constantine ont peu de chances d'être atteints si, dans la plupart des branches importantes, des motifs particuliers, liés directement ou non à la prolongation de la guerre, entravent son exécution. Ceci ne signifie nullement, répétons-le, que le plan de Constantine reste sans effet; il donne présentement un grand coup d'accélérateur à l'équipement de l'Algérie. Mais il le donne mal et, par surcroît, pas à la vitesse initialement prévue.

Échec politique

Ces avatars vont-ils faire manquer au plan son objectif politique? Le risque serait réel, si cela n'était déjà fait.

Le but politique du plan — la seule chose à quoi De Gaulle se soit intéressé, car ces questions économiques, « l'intendance », comme il dit, ne le passionnent guère — est simple : convaincre les Algériens que la France ne se désintéressera pas de l'Algérie, puisqu'elle y fait des dépenses importantes ; et les ayant convaincus qu'il faudrait de toute façon compter avec elle, les persuader qu'il vaudrait mieux commencer par compter avec elle en acceptant une « présence française », si prolifique en subventions, investissements, avantages fiscaux divers, emplois nouveaux... Cet « oncle de France », si peu avare de ses deniers, ne vaut-il pas mieux que le F.L.N., tout juste capable de faire durer les combats?

Tel est le sens profond de la démarche gaulliste. Celui qui explique à la fois :

— la prolongation des combats (il faut démontrer que le F.L.N. ne peut imposer sa loi, et que l'armée française restera) ;

— l'effort considérable fait sous forme d'investissements publics (c'est le cadeau destiné à séduire les Algériens) ;

— l'insistance — assortie de subventions énormes, dépassant parfois 50 % de la somme investie — déployée auprès des industriels français pour qu'ils s'installent

en Algérie ;

— inversement, la promesse formelle faite au patronat que l'Algérie resterait un « marché ouvert » pour la métropole, sans droits de douane ni contingentement.

Les possibilités de réussite d'un tel dessein politique étaient, dès le départ, très faibles. D'abord parce que les Algériens — nous l'avons bien vu plus haut — risquent de ne pas s'apercevoir des progrès de l'économie algérienne : passer de 30.000 à 42.000 fr. de revenu annuel n'est pas un tel enrichissement ! La population européenne, elle, sentira beaucoup l'expansion.

Ensuite parce que des aléas risquaient d'empêcher l'exécution du plan, donc la production de ses effets; ces risques se sont concrétisés : les « regroupements » ont déporté plus d'un million de personnes, la guerre empêche l'irrigation de nombreuses terres, les capitaux privés métropolitains hésitent à s'investir en Algérie, en dépit des largesses faites aux frais des contribuables...

Enfin parce qu'une faible amélioration du niveau de vie des Algériens ne pouvait leur faire oublier la revendication nationale, exaspérée par six années de guerre. La Résistance n'est pas si loin que nous ne puissions le comprendre facilement.

Dix-huit mois après son lancement, l'objectif politique du plan est d'ores et déjà manqué. La « troisième force » qu'il devait faire naître en Algérie n'est pas apparue. Le taux d'abstentions aux élections — pourtant « organisées » par l'armée — a été plus élevé que jamais. Le fossé s'est encore creusé entre la population musulmane et le pouvoir français.

La preuve — une nouvelle preuve — est donnée que la tactique de la sucette, pas plus que celle du bâton, ne résoudra le drame algérien. Ce n'est pas une subvention, ce n'est pas une promesse d'investissement qui fera déposer les armes à ceux qui se battent pour la liberté et la dignité. C'est l'octroi de l'indépendance, ou des moyens d'y parvenir, qui les amènera à cesser le combat. C'est sur cette base que peut s'ouvrir une telle négociation, sur rien d'autre.

En attendant cette inéluctable issue, le plan de Constantine continuera sa course, comme un satellite qui aurait manqué son

orbite.

(1) En 10 ans, la population a augmenté de près de 12 % et la production agricole de 20 % seulement. La production industrielle a certes augmenté de moitié,

mais elle n'intéresse qu'une fraction très limitée de la population (habitants des villes portuaires).

CE QUE COÛTE LA GUERRE d'ALGÉRIE

En 1956, 320 millions de crédits spéciaux avaient été votés par le Parlement pour couvrir les dépenses militaires dues à la guerre d'Algérie. En 1957, les mêmes crédits furent de 380 millions. Depuis, dans le but avoué de cacher à la Nation ce que lui coûte cette guerre impopulaire, des ventilations différentes des frais dans le budget rendent plus difficiles les évaluations. Compte tenu de l'augmentation des prix, de l'intensification des grandes opérations et de la légère augmentation des effectifs, il ne fait aucun doute qu'en 1959 et 1960 ces chiffres doivent être portés à 500 ou 600 milliards pour chacune des deux années.

Cependant, de telles évaluations sont des évaluations officielles et minimum. Elles ne tiennent nullement compte de l'ensemble des dépenses effectuées pour des achats de camions, d'avions d'un modèle périmé, de frais d'installation et de fonctionnement de prisons, de camps d'internement et de regroupement, de fabrication de routes stratégiques, de mise en service de terrains d'aviation, de frais de justice, etc. qui sont imputées soit au budget militaire général soit aux

différents budgets civils. C'est pourquoi à partir des budgets de l'État et des rapports du Ministre des Finances et de la Délégation en Algérie, pour avoir une estimation totale de ce que coûte la guerre d'Algérie, il est nécessaire de faire un travail considérable.

Les chiffres que l'on peut retenir sont les suivants (1) :

1956....	500 milliards	d'anciens francs,
1957...	750	—
1958....	800	—
1959...	900	—
1960...	1.000	—

Il est caractéristique, en tout cas, que personne en France ne puisse sans un travail considérable savoir ce que coûte la guerre. Les dépenses — qu'elles soient 600 ou 1.000 milliards par an — sont suffisamment considérables pour que le gouvernement français cherche par tous les moyens à en cacher le montant à l'opinion et, même, à continuer à l'ignorer lui-même.

Lorsqu'on se rappelle que « l'impasse »

budgetaire est de 600 milliards environ et que M. Pinay et maintenant M. Baumgartner se sont battus et se battent pour qu'elle n'augmente pas de 50 milliards en refusant les augmentations de traitements des fonctionnaires, lorsqu'on sait que les investissements publics ne sont que de 1.350 milliards et l'aide budgétaire civile à l'Algérie de 134 milliards, on se rend compte de l'importance d'une ponction de 600 à 1.000 milliards par an sur le budget de la Nation.

Conséquences directes

Mais, disent les hommes politiques qui défendent l'Algérie française, ces dépenses gouvernementales ne sont pas perdues, elles permettent, en fait, une progression rapide de l'économie française. Il faut bien avouer que dans un premier temps — et cela explique sans doute en partie l'apathie de l'opinion publique — la guerre d'Algérie, comme toute guerre, a stimulé l'économie de notre pays : fabriquer des uniformes militaires, des tanks, des avions, des camions militaires est une aubaine pour certains, n'en doutons pas. Bien plus, le rappel du contingent en 1956 a créé en 1957 une crise indiscutable de main-d'œuvre qui a conduit à une augmentation des heures supplémentaires et à des augmentations relativement rapides de salaires. Malheureusement, comme il arrive pendant toute guerre, la production ainsi encouragée n'étant pas dirigée vers la satisfaction des besoins civils, les salaires et des profits ainsi distribués ne trouvèrent par les biens de consommation en nombre suffisant, si bien que les achats à l'étranger augmentèrent — crise de devises — et que les prix montèrent rapidement : inflation, diminution du niveau de vie.

C'est pourquoi, il ne fait pas de doute

qu'une des causes fondamentales de la récession française de 1958-1959 est la poursuite de la guerre d'Algérie et que la récession américaine de 1957-1958 et la convertibilité progressive de la livre sterling n'auraient pas eu de conséquences aussi catastrophiques sur notre balance des paiements extérieurs sans cette guerre.

Cela est, d'ailleurs, bien évident : la croissance de l'économie française est limitée, dans les conditions économiques actuelles à un maximum de 5 % par an environ, soit moins que ce coûte la guerre d'Algérie par an. Pour compenser les dépenses supplémentaires dues à cette guerre, la consommation intérieure française civile devait obligatoirement, en admettant que cette croissance de la production soit réellement atteinte, stagner pendant un an et demi environ, c'est-à-dire qu'en fin 1959 le niveau de vie ne pouvait dépasser celui du milieu de 1957 qui n'avait pas en fait été sérieusement entamé par la guerre étant donné la réponse tardive des mécanismes économiques.

Coût direct

Mais les conséquences en ont été beaucoup plus tragiques, en fait. Il n'est pas juste de penser qu'en matière économique un milliard de francs soit égal à un milliard de francs, comme l'écrirait un simple comptable.

La guerre d'Algérie a produit dans l'économie française des tensions dues à une certaine reconversion : passage d'une économie de paix à une économie partiellement de guerre. La conséquence immédiate a été le déséquilibre de notre balance des échanges par :

— Une augmentation de nos importations :

— achat de matériel militaire américain destiné à l'Algérie, 50 à 100

- milliards par an) ;
- achats de matières premières (laine, coton notamment) ;
- achats de produits fabriqués que l'industrie française ne pouvait produire en même temps que le matériel militaire que réclamait le gouvernement français ;
- achats de main-d'œuvre étrangère.
- une diminution de nos exportations :
 - ventes insuffisantes résultant d'une hausse de prix intérieurs ;
 - ventes freinées par l'ouverture de débouchés intérieurs dus à la guerre d'Algérie.

C'est pourquoi il n'est pas exagéré de fixer à 750 milliards d'anciens francs la perte totale en devises résultant de la guerre d'Algérie.

Une telle perte de devises, pour un pays dont l'équilibre des comptes extérieurs est difficile, ne pouvait pas ne pas avoir de conséquences graves et, dès la fin de 1957, le gouvernement dut prendre des mesures restreignant l'expansion économique. Ce sont ces mesures et les mesures qui lui firent suite en 1958 et 1959 qui conduisirent à la récession de 1958 et 1959 et qui retardèrent la réalisation du 3^e plan d'équipement d'environ un an.

Prise de conscience

Ainsi, la guerre d'Algérie a eu comme conséquence directe une stagnation du niveau de vie des Français pendant un an et demi et les mesures indirectes qu'elle a entraînées une nouvelle stagnation d'un an environ soit au total deux ans et demi.

Dans ces conditions comment s'étonner qu'au début de 1960 le niveau de vie des salariés n'ait pratiquement

pas varié par rapport à la fin de 1956?

Ce qui est cependant politiquement grave c'est que les conséquences économiques de la guerre ne soient pas directement et immédiatement ressenties par le pays qui comprend mal comment cette guerre se fait sentir sur sa vie de chaque jour et plus encore sur son avenir. Combien notre action serait plus facile si les opérations en Algérie entraînaient directement la fermeture d'une usine textile par exemple au lieu d'augmenter, comme cela a été le cas, pendant un temps, sa production du fait des achats de l'Armée et de ne conduire à sa fermeture que beaucoup plus tard lorsque l'insuffisance même de la demande civile due à la stagnation ou à la diminution du niveau de vie apparaît.

Cependant le mécontentement des salariés et des fonctionnaires qui font plus que les autres couches de la population les frais de cette guerre devient évident, il faut que chacun prenne conscience que, tandis que certains Français de France ou d'Algérie s'enrichissent au moyen de cette guerre sans issue, le reste de la population paye les frais — voit son avenir compromis — chaque avion, chaque hélicoptère, chaque camion détruit, endommagé, usé par la guerre, c'est un logement HLM en moins, une classe en moins, un haut-fourneau en moins, une usine en moins, un espoir en moins...

(1) *Le Monde* (1-11-58 et 1-11-59) ; *Tribune du Peuple* (6-3-58) ; *Économie et politique* (avril 58) ; *Les Cahiers de la République* (mars-avril 58) ; *Vérité, Liberté* (4-6-60).

G. DUCAROY